Financement d’ONG islamistes par l’UE : le vice-président de la Commission admet qu’un “certain nombre d’affaires récentes ont mis en évidence le risque que des fonds européens tombent entre de mauvaises mains”

04/08/2023 à 18h55



Questions du 28 avril 2023 des eurodéputés Monika Hohlmeier (PPE) et Sabine Verheyen (PPE) à la Commission européenne :

Financement de l’UE d’un groupe de jeunes d’une communauté étroitement liée à

Erdoğan

Divers médias ont rapporté que l'Union européenne avait accordé à l'organisation de jeunesse "Yavuz Sultan Selim" un financement d'au moins 31 455 euros dans le cadre du programme Erasmus+. L'organisation de jeunesse fait partie de la communauté İsmail-Ağa. Leur fondateur a attiré l'attention pour ses commentaires extrêmes et misogynes. De plus, l'Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution classe la communauté İsmail-Ağa comme extrémiste.

1. Ces paiements ont-ils été effectivement effectués, et si oui, combien de financement l'organisation de jeunesse a-t-elle reçu jusqu'à présent ?
2. Quels projets et objectifs de l'UE sont destinés à être poursuivis grâce à la participation à l'organisation "Yavuz Sultan Selim" ?
3. Quelles mesures de précaution la Commission a-t-elle mises en place pour qu'aucun financement ne soit accordé aux jeunes ou aux sous-organisations d'associations extrémistes ou islamistes?

Question n° E-001409/2023 du 28 avril 2023

Réponse du 3 août 2023 du vice-président de la Commission Margarítis Schinás (PPE) au nom de la Commission européenne :

La Commission attache de l'importance à ce que les bénéficiaires des fonds de l'UE respectent les valeurs de l'UE énoncées dans le traité sur l'Union européenne et la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Les règles financières et les pratiques administratives

actuelles protègent les intérêts financiers et l'image de l'UE, et la Commission s'est engagée à les améliorer en permanence. [redacted], et la Commission et les États membres ont renouvelé leurs efforts **en prenant à la fois des mesures préventives et en veillant à ce que la réponse apportée à toute situation soit rapide et décisive**, comme le rappelle le rapport sur l'union de la sécurité de décembre 20223 , ainsi que le programme de lutte contre le terrorisme de l'UE.

Dans le cas évoqué par les Honorables Parlementaires, **l'Agence nationale turque a sélectionné le projet porté par Yavuz Sultan Selim** selon les procédures du programme Erasmus+ et de son Guide, à condition que la Commission confie l'exécution du budget aux Agences nationales, qui sont ensuite chargés de mettre en œuvre un processus de sélection équitable et transparent des bénéficiaires dans leurs pays respectifs (gestion indirecte). Le projet a reçu une subvention de 31 455 EUR dans le cadre des activités Erasmus+ Participation des jeunes pour permettre aux jeunes de faire l'expérience d'échanges, d'actions culturelles et civiques. Le projet consistait en des ateliers pour jeunes femmes et hommes sur la discrimination en ligne contre les musulmans. Ses activités ont pris fin le 31 mai 2023.

La Commission a déjà suspendu le paiement de ce projet et a lancé des procédures de recouvrement des fonds déjà décaissés.

Réponse du 3 août 2023 de la Commission

Nos enquêtes sur le financement par la Commission européenne

d’associations islamistes et/ou proches des Frères musulmans :

[ENQUÊTE FDS] La Commission □□ finance une confrérie islamo-nationaliste □□ misogyne et hostile à la civilisation européenne (MàJ: Suite à nos révélations la Commission a suspendu ses paiements et lancé une procédure de recouvrement des fonds déjà versés)

European Muslim Union : Depuis nos révélations sur les propos antisémites de son président devant le “Califat de Cologne” et son appel à l’islamisation de l’Europe, la Commission □□ a validé pas moins de 4 nouveaux projets Erasmus+ avec cette ONG (MàJ)

[ENQUÊTE FDS] Pour construire “une Europe d’avenir”, la Commission européenne finance des ONG proches des Frères musulmans pour créer un “réseau européen des associations de jeunes musulmans”

Une association communautariste dirigée par la coordinatrice Europe d’une influente ONG turque frériste et financée par l’UE animera un atelier au Parlement européen sur “le rôle de la race” dans les systèmes éducatifs européens

[ENQUÊTE FDS] Quand l’UE finance la formation de la jeunesse islamiste à “haut potentiel” chez les Frères musulmans du Al Sharq Forum et fait leur promotion… (MàJ : Pour la Commission □□, les projets de cette ONG □□ sont conformes aux règles européennes)

La Commission européenne prétend que tous les projets avec le FEMYSO, ONG proche des Frères musulmans, "sont maintenant clôturés" alors qu'un projet Erasmus+ est toujours en cours (MàJ : Il vient de se terminer)

La responsable de la campagne controversée "La liberté est dans le hijab" de l'ONG proche des Frères musulmans FEMYSO a été reçue au Parlement européen. Des documents exclusifs révèlent son implication personnelle (MàJ : FDS cité par Valeurs actuelles)

[ENQUÊTE FDS] Un projet de l'UE pour lutter contre l'islamophobie et créer une "conscience européenne commune" entre les musulmans entièrement piloté par le pouvoir turc (MàJ: La fondation proche d'Erdogan nous accuse d'attaquer la Turquie "membre de la Commission européenne")

L'UE a financé le programme d'incubation du FEMYSO, ONG proche des Frères musulmans, pour "amplifier l'impact de ses initiatives", auprès de l'incubateur du Al Sharq, ONG turque, également proche des Frères musulmans

[ENQUÊTE FDS] Quand l'UE finance un Allemand converti, proche du pouvoir turc, nostalgique de la Shoah et qui rêve d'une Europe islamisée pour lutter contre la radicalisation des jeunes musulmans…

En lien :

La coordinatrice européenne contre la haine anti-musulman fustige ceux "qui cherchent à démontrer que l'UE est

infiltrée par les fréristes”… et se réfère à Shada Islam qui cite al-Qaradawi, mentor des Frères musulmans (MàJ: Réactions de la droite nationale)

Marion Lalisse, nouvelle coordinatrice □□ chargée de la lutte “contre la haine contre les musulmans” et non “contre l’islamophobie” : la Commission □□ reconnait une erreur de traduction et non des pressions de la France (MàJ)